

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ**ABONNEMENTS**

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****1942**

- 21 novembre — Ordonnance n° 12 transférant à l'office de la marine marchande en Afrique, les attributions dévolues dans la métropole à l'administration centrale des services de la marine marchande 158
- 27 novembre — Ordonnance n° 22 transférant au général commandant les forces aériennes en Afrique du Nord les attributions du secrétaire d'Etat à l'aviation au regard de la compagnie Air-France en ce qui concerne les éléments de cette société stationnés en Afrique française et plus généralement les éléments de ladite société coupés de toute liaison avec la métropole 158
- 14 décembre — Décision portant création d'une direction du blocus au secrétariat des relations extérieures 158

1943

- 7 janvier — Ordonnance n° 62 concernant les insertions obligatoires au journal officiel du Haut-Commissariat. (Arrêté de promulgation n° 129 Cab. du 26 février 1943) 159
- 7 janvier — Ordonnance n° 63 relative à la transcription provisoire des jugements et arrêts de divorce à la mairie d'Alger. (Arrêté de promulgation n° 130 Cab. du 26 février 1943) 159
- 9 janvier — Ordonnance n° 69 abrogeant la loi du 1^{er} juillet 1942 relative à la restitution en nature des biens séquestrés ayant appartenu au 1^{er} septembre 1939 à des ressortissants allemands. (Arrêté de promulgation n° 131 Cab. du 26 février 1943) 159
- 12 janvier — Ordonnance n° 72 instituant une commission spéciale des sociétés secrètes auprès du Haut-Commissariat de France en Afrique française. (Arrêté de promulgation n° 132 Cab. du 26 février 1943). 159

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL**1943**

- 26 janvier — N° 332 r. — Arrêté général portant prorogation du délai d'application du décret du 26 juillet 1941, relatif à l'attribution d'une indemnité de séjour au port d'embarquement en Afrique du Nord 160
- 2 février — N° 415 p. — Arrêté général fixant la situation des agents contractuels 160
- 8 février — N° 477 s. E/p. — Arrêté général fixant les prix des arachides décortiquées, des graines de ricin et de sésame pour la campagne 1942-43 (extrait) 160
- 16 février — N° 629 F. I/A. — Arrêté général fixant le prix de vente de l'or. 161
- 16 février — N° 630 s. E/c. 5 — Arrêté général appliquant aux tabacs d'importation en stock au 1^{er} mars 1943 les opérations de péréquation, suivi de l'arrêté local n° 127 Cab. du 25 février 1943 le soumettant à la procédure de publication d'urgence 161
- Additif à l'arrêté général n° 191 c. M. 3 du 15 janvier 1943 sur la mobilisation en A. O. F. et au Togo 161

ACTES DU POUVOIR LOCAL**1943**

- 31 janvier — N° 71 c. P. s. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles d'importation 162
- 31 janvier — N° 72 c. P. s. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles d'importation 162
- 4 février — N° 79 A. E. — Arrêté fixant les points de stockage de l'intérieur pour le cacao (campagne 1942-43). 164
- 11 février — N° 93 E. — Arrêté complétant l'article 4 de l'arrêté n° 462 E. du 25 août 1941 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé 164
- 13 février — N° 96 A. E. — Arrêté fixant les prix d'achat du coton (campagne 1943). 166

13 février	— No 97 A. E. — Arrêté prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de tabacs	166
13 février	— No 100 A. E. — Arrêté prescrivant la déclaration obligatoire des stocks d'huile de palme	167
15 février	— No 103 E. — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du territoire pour l'année 1943.	164
15 février	— No 141 E. — Décision fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1943.	164
17 février	— No 105 A. E. — Arrêté modifiant l'arrêté du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation	168
17 février	— No 106 B. M. — Arrêté fixant la répartition des effectifs des gardes de cercles du Togo pour l'année 1943	168
19 février	— No 108 D. — Arrêté créant un poste de douane à Agbanakin (cercle d'Anécho) ouvert aux importations et aux exportations.	168
19 février	— No 109 A. P. A. — Arrêté fixant les taux des sommes à verser à titre de cautionnement, par les nationaux français et étrangers se rendant au Togo	169
19 février	— No 113 F. — Arrêté sur les indemnités pour charges de famille à attribuer aux agents contractuels.	169
19 février	— No 114 F. — Arrêté relatif à l'attribution du supplément familial de traitement	170
19 février	— No 115 F. — Arrêté soumettant le personnel des cadres locaux européens au même régime que les fonctionnaires des cadres généraux en ce qui concerne les indemnités pour charges de famille.	169
20 février	— No 120 A. E. — Arrêté fixant à nouveau les prix d'achat de l'huile de palme (campagne 1942-43).	167
20 février	— No 121 I. V. — Arrêté déclarant infectés de péripneumonie bovine les locaux, enclos et pâturages de Mango dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés	170
22 février	— No 123 P. S. — Arrêté modifiant les conditions de perception et de répartition des services payés et vacation du service de la police.	170
22 février	— Règlement concernant le fonctionnement de la station de repos d'Alédjo	171
22 février	— No 170 F. — Décision fixant le montant des frais de séjour à la station de repos d'Alédjo. (cercle de Sokodé).	172
23 février	— No 124 E. — Arrêté fixant le nombre et l'emplacement des écoles privées du territoire pour l'année 1943.	165
Erratum à la décision n° 36 bis T. P. du 9 janvier 1943 fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 1 ^{er} semestre 1943.		172
Personnel		172
Divers		173

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	174
----------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Marine marchande

ORDONNANCE N° 12 du 21 novembre 1942.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n° 4 *quater* du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'office de la marine marchande en Afrique aura, à compter de ce jour, en Afrique, les attributions dévolues dans la métropole à l'administration centrale des services de la marine marchande.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 21 novembre 1942.

F. DARLAN.

Services aériens

ORDONNANCE N° 22 du 27 novembre 1942.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'acte constitutionnel n° 4 *quater* du 10 février 1941;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les attributions du secrétaire d'Etat à l'aviation vis-à-vis de la compagnie Air-France sont, en ce qui concerne les éléments de cette société stationnés en Afrique française et plus généralement les éléments de la dite société coupés de toute liaison avec la métropole, transférées en totalité au général commandant les forces aériennes en Afrique du Nord.

ART. 2. — Le général commandant les forces aériennes en Afrique du Nord est habilité à conclure avec le représentant de fait de la compagnie Air-France, dans les zones visées ci-dessus, tous accords et à passer tous marchés ayant pour objet le maintien en état de marche des services de la compagnie ainsi que la reprise et éventuellement l'extension des services aériens assurés par elle en application des dispositions de la convention du 9 février 1942, approuvée par décret du 25 février 1942.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 27 novembre 1942.

F. DARLAN.

Direction du blocus

DECISION du 14 décembre 1942.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au secrétariat des relations extérieures une direction du blocus, chargée de suivre la conduite de la guerre économique sous tous ses aspects.

ART. 2. — Les attributions de la direction du blocus sont celles qui avaient été définies par le décret du 4 octobre 1939 pour le ministère du blocus.

ART. 3. — D'une manière générale, la conduite de la guerre économique, en coopération avec les Alliés, incombe à la direction du blocus qui se met à ce sujet en accord avec les secrétariats intéressés. Ceux-ci la tiendront au courant de toute action qui peut avoir une incidence sur la guerre économique et prendront ses avis à ce sujet.

ART. 4. — La direction du blocus proposera toutes mesures ayant pour objet d'entraver les approvisionnements et la production de l'ennemi, ainsi que le contrôle des transactions avec l'extérieur.

ART. 5. — La direction du blocus est chargée de rassembler toute la documentation et tous renseignements secrets concernant le blocus.

Elle dresse les listes des commerçants ou industriels suspects de se livrer au commerce avec l'ennemi ou de servir les intérêts ennemis.

Alger, le 14 décembre 1942.

F. DARLAN.

Insertions obligatoires au journal officiel du Haut-Commissariat

N° 129 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

26 février 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance n° 62 du 7 janvier 1943 concernant les insertions obligatoires au *Journal officiel* du Haut-Commissariat.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les insertions obligatoirement faites au *Journal officiel* de l'Etat français et au bulletin des annonces légales obligatoires seront valablement publiées au *Journal officiel* du Haut-Commissariat en Afrique.

ART. 2. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 7 janvier 1943.

*Pour le général d'armée GIRAUD,
Le général de division aérienne,
haut-commissaire adjoint,*

BERGERET.

Divorce

N° 130 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

26 février 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance n° 63 du 7 janvier 1943 relative à la transcription provisoire des jugements et arrêts de divorce à la mairie d'Alger.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 11 juin 1942 réglant à titre provisoire la transcription de certains jugements et arrêts de divorce;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les transcriptions des jugements et arrêts de divorce prévues par la loi du 11 juin 1942 dans son article 1^{er} seront provisoirement faites à la mairie d'Alger lorsqu'ils auront été prononcés ou auront reçu l'exequatur dans les territoires relevant du haut-commissaire de France résident en Afrique française.

ART. 2. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 7 janvier 1943.

*Pour le général d'armée GIRAUD,
Le général de division aérienne,
haut-commissaire adjoint,*

BERGERET.

Biens séquestrés

N° 131 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

26 février 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance n° 69 du 9 janvier 1943 abrogeant la loi du 1^{er} juillet 1942 relative à la restitution en nature des biens séquestrés ayant appartenu au 1^{er} septembre 1939 à des ressortissants allemands.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 1^{er} juillet 1942, relative à la restitution en nature aux ressortissants allemands de leurs biens séquestrés, est abrogée.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 9 janvier 1943.

*Pour le général d'armée GIRAUD,
Le général de division aérienne,
haut-commissaire adjoint,*

BERGERET.

Sociétés secrètes

N° 132 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

26 février 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance n° 72 du 12 janvier 1943 instituant une commission spéciale des sociétés secrètes auprès du Haut-Commissariat de France en Afrique française.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès du haut-commissaire de France en Afrique française une commission spéciale chargée de donner son avis :

1° — Sur toutes questions d'ordre général ou individuel relatives aux sociétés secrètes et soumises à son examen par le haut-commissaire;

2° — Sur toutes les demandes de dérogation présentées en application de l'article 3 de la présente ordonnance.

ART. 2. — La commission est composée de cinq membres et d'un secrétaire désignés par le haut-commissaire. Elle est valablement constituée par la présence de trois de ses membres. Elle ne peut délibérer que si ces derniers sont en nombre impair. Elle se réunit au siège du Haut-Commissariat.

ART. 3. — Par décision individuelle du haut-commissaire et après avis de la commission spéciale, il pourra être dérogé aux mesures d'exclusion édictées à l'encontre des anciens dignitaires des sociétés secrètes par les articles 2 et 3 de la loi du 11 août 1941 et par la loi du 25 octobre 1941 :

1^o — Dans le cas où l'intéressé a, depuis plusieurs années, rompu toute attache avec les sociétés d'obédience maçonnique ou leurs différentes filiales et a cessé toute participation à leur activité;

2^o — Dans le cas où il a rendu de signalés services au pays.

ART. 4. — Les demandes de dérogation devront être déposées au secrétariat de la commission spéciale dans un délai de trois mois à dater de la publication de la présente ordonnance pour les décisions antérieurement rendues et à dater de leur notification pour les décisions ultérieures.

Ces demandes n'auront aucun caractère suspensif. Elles seront transmises par les gouverneurs généraux ou résidents généraux dont relèvent les intéressés.

Elles ne seront recevables que si elles comportent :

1^o — Un état civil détaillé;

2^o — Un état signalétique des services civils et militaires;

3^o — Un avis favorable du Gouvernement général ou de la Résidence générale dont relève le requérant.

Elles ne sont assujetties à aucune autre formalité.

Les services des sociétés secrètes seront tenus de mettre dans les moindres délais leur documentation à la disposition de la commission spéciale, lorsque celle-ci en fera la demande.

ART. 5. — La commission peut proposer au haut-commissaire :

Soit la réintégration dans les fonctions et mandats antérieurement exercés;

Soit le reclassement dans toute autre fonction;

Soit le maintien des décisions prises.

Dans le premier cas les fonctionnaires ou agents réintégrés bénéficieront des avantages prévus par les alinéas 2 et 3 de l'article 13 de la loi du 3 avril 1941.

ART. 6. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 12 janvier 1943.

H. GIRAUD.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Indemnité de séjour

N^o 332 F. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du 26 janvier 1943, l'indemnité de séjour attribuée par le décret du 26 juillet 1941 aux fonctionnaires coloniaux retenus par suite de force majeure dans un port de l'Afrique du Nord ou à leur famille, continuera à être payée jusqu'au moment où les relations maritimes seront redevenues normales, sans que toutefois la période considérée puisse dépasser le délai de 6 mois après la cessation des hostilités.

Le présent arrêté est rendu immédiatement exécutoire.

Situation des agents contractuels

N^o 415 p. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du 2 février 1943, les agents contractuels de la fédération dont la rétribution mensuelle globale s'est trouvée diminuée du fait du rajustement de leur situation et de la révision à compter du 1^{er} août 1942 des conditions de leur engagement à la suite de l'application des nouveaux taux du supplément provisoire de traitement, continueront à percevoir, à titre provisoire, leur ancienne rémunération.

Cette mesure cessera d'avoir son effet lors de la première mutation des intéressés prononcée à compter de la date de la décision rajustant leur situation.

Arachides — Ricin

ARRETE N^o 477 S. E./P. du 8 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix nu-basculé, loco-magasin et F. O. B. à la tonne des produits de la campagne 1942-1943 ci-dessous dénommés :

PRODUITS	PRIX nu-basculé	PRIX loco-magasin	PRIX F. O. B.
1) — Arachides décortiquées — (Exportation en vrac)			
c) — Togo — Lomé . .	2.650	3.184	3.923
2) — Graines de ricin — (Exportation en sacs)			
d) — Togo — Lomé . .	3.600	4.661	5.677

ART. 2. — Les prix loco-magasin et F. O. B. ci-dessus s'entendent sur la base des taxes et droits divers perçus à la colonie à la date du présent arrêté. Toute augmentation ou diminution de ces taxes et droits entraînera automatiquement la variation en plus ou en moins des valeurs loco-magasin et F. O. B. inscrites à l'article 1^{er} de façon que les valeurs nu-basculé ne soient en aucun cas modifiées.

ART. 3. — Les gouverneurs du Sénégal, du Soudan, de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 8 février 1943.

Pour le gouverneur général absent,

Le gouverneur des colonies,
secrétaire général p. i. du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,
CHAPOULIE.

Or

N° 629 F. I/A. — Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

16 février 1943. — Le prix de l'or titré qui pourra après autorisation être cédé aux dentistes, bijoutiers et orfèvres dans les conditions fixées par l'arrêté du 6 novembre 1942 est fixé à 80 francs le gramme d'or fin.

Tabacs

ARRETE N° 630 S. E./C. 5 du 16 février 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, promulgué par l'arrêté du 27 mai 1939;

Vu l'arrêté général n° 492 S. E. C. du 4 février 1942 instituant à Dakar et dans les chefs-lieux des colonies du groupe nommément désignés une caisse de péréquation et de compensation;

Vu l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920 sur la mise en application par la procédure d'urgence des actes réglementaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Feront l'objet d'un versement au profit de la caisse de péréquation les tabacs d'importation en feuilles ou en cotes,

les tabacs fabriqués d'importation { cigares
tabacs
cigarettes
se trouvant en stocks dans le commerce au 1^{er} mars 1943 dans les colonies du groupe et au Togo.

Sont exclus de ce versement les tabacs en entrepôt de douane, dépôt de douane ou transit de douane à la même date.

ART. 2. — Les détenteurs des dits stocks de tabacs d'importation verseront à la caisse locale de péréquation :

1° — 20 francs par kilogramme net de tabacs en feuilles ou en cotes,

2° — 120 francs par kilogramme net de cigares,

3° — 2 francs par paquet de cigarettes de 20 grammes,

4° — 3 frs. 50 par paquet de tabac de 40 grammes,

5° — 4 francs par paquet de tabac de 50 grammes.

1° — TITRE III — PROFESSIONS INDUSTRIELLES

1° — Industries pharmaceutiques

Directeur de l'entreprise ou du service ou de l'exploitation

Gouverneur général (C. M. 3) par l'intermédiaire du gouverneur de la colonie (ou du gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar).

S. O.

2° TITRE V — ENTREPRISES COMMERCIALES

Groupements professionnels

Président du comité central des groupements professionnels à Dakar.

Gouverneur général (C. M. 3) par l'intermédiaire du gouverneur de la colonie (ou du gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar).

S. O.

3° — TITRE VI — DIVERS

Communautés religieuses

Le chef de la communauté.

Gouverneur général (C. M. 3) par l'intermédiaire du gouverneur de la colonie (ou du gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar).

S. O.

Le reste sans changement

ART. 3. — Le montant des sommes dues par chaque détenteur de stocks sera calculé au vu de sa déclaration des stocks établie le 1^{er} mars 1943.

Les paiements auront lieu en une seule fois si la somme due est inférieure ou égale à 50.000 francs — en six mensualités successives et égales si le versement global dépasse 50.000 francs.

Le versement unique ou le premier versement se feront avant le 1^{er} avril 1943.

ART. 4. — En cas de force majeure, incendie ou toute autre cause entraînant la perte de tout ou partie du stock déclaré, les montants des versements prévus aux articles 2 et 3 seront réduits en proportion de la perte subie sur décision du gouverneur général.

ART. 5. — Les infractions au présent arrêté seront punies conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939 des peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 6. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances et le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence prévue à l'article 3 de l'arrêté du 3 mars 1920 et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 16 février 1943.

P. BOISSON.

N° 127 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

25 février 1943. — Vu l'urgence, l'arrêté général n° 630 S. E./C. 5 du 16 février 1943 appliquant aux tabacs d'importation en stock au 1^{er} mars 1943 les opérations de péréquation, est rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Mobilisation en A. O. F. et au Togo

ADDITIF N° 1 à l'arrêté n° 191/C. M. 3 du 15 janvier 1943 sur la mobilisation en A. O. F. et au Togo.

Ajouter au tableau (annexé à l'arrêté n° 191/C. M. 3) donnant la nature des emplois et professions pour lesquels l'appel différé peut être accordé.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Surveillance des prix

ARRETE N° 71 C. P. S. du 31 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur le contrôle et la taxation des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté local n° 369 A. E. du 7 juillet 1942 portant création au Togo d'un service du contrôle des prix et stocks;

Vu l'arrêté local n° 370 A. E. du 7 juillet 1942 portant création d'une commission des prix;

Vu l'arrêté général n° 2398 S. E. du 13 juillet 1942 concernant la publicité des prix, modifié par celui n° 4501 S./C.-C. P. du 22 décembre 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C./5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté général n° 4157 S. E. du 24 novembre 1942 appliquant à certains tissus et aux mouchoirs de tête de toutes sortes, confectionnés ou non, les opérations de péréquation prévues par l'arrêté n° 492 S. E. C. du 4 février 1942;

Vu les procès-verbaux de la commission des prix en date des 8, 13 et 14 juillet, 20 et 28 août, 7, 9 et 22 septembre, 8 et 22 octobre, 9 novembre, 4, 9, 12, 23 et 26 décembre 1942;

Sous réserve de l'approbation du gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés ainsi qu'il suit les prix maxima de vente au détail qui seront inscrits aux carnets de relevé des prix des maisons intéressées et affichés dans leurs établissements de Lomé.

Dans tous les autres centres et lieux du territoire du Togo ces prix sont majorés du prix du transport décompté suivant les tarifs en vigueur sur le réseau du chemin de fer du Togo et dans les transports routiers.

1^o — Prix adoptés par la commission des prix dans ses séances des 8 et 13 juillet 1942 et publiés au *Journal officiel* du territoire du Togo, n° 454 du 1^{er} août 1942, pages 506 et 507;

2^o — Prix adoptés par la commission des prix dans sa séance du 14 juillet 1942 et publiés au *Journal officiel* du territoire du Togo, n° 455 du 16 août 1942, pages 526 et 527;

3^o — Prix adoptés par la commission des prix dans ses séances des 20 et 28 août 1942 et publiés au *Journal officiel* du territoire du Togo, n° 457 du 16 septembre 1942, pages 575 et 576;

4^o — Prix adoptés par la commission des prix dans ses séances des 7 et 9 septembre 1942 et publiés au *Journal officiel* du territoire du Togo, n° 458 du 1^{er} octobre 1942, page 595;

5^o — Prix adoptés par la commission des prix dans sa séance du 22 septembre 1942 et publiés au *Journal officiel* du territoire du Togo, n° 459 du 16 octobre 1942, page 617;

6^o — Prix adoptés par la commission des prix dans sa séance du 8 octobre 1942 et publiés au *Journal officiel* du territoire du Togo, n° 460 du 1^{er} novembre 1942, page 656;

7^o — Prix adoptés par la commission des prix dans sa séance du 22 octobre 1942 et publiés au *Journal officiel* du territoire du Togo, n° 461 du 16 novembre 1942, pages 692 et 693;

8^o — Prix adoptés par la commission des prix dans sa séance du 9 novembre 1942 et publiés au *Journal officiel* du territoire du Togo, n° 462 du 1^{er} novembre 1942, pages 705 à 709;

9^o — Prix adoptés par la commission des prix dans sa séance du 4 décembre 1942 et publiés au *Journal officiel* du territoire du Togo, n° 463 du 16 décembre 1942, pages 743 à 745;

10^o — Prix adoptés par la commission des prix dans ses séances des 9, 12 et 23 décembre 1942 et publiés au *Journal officiel* du territoire du Togo n° 464 du 1^{er} janvier 1943, page 21;

11^o — Prix adoptés par la commission des prix dans sa séance du 26 décembre 1942 et publiés au *Journal officiel* du territoire du Togo, n° 465 du 16 janvier 1943, pages 56 à 60.

ART. 2. — La majoration de 5 francs par mètre de tissu, au titre de la caisse de péréquation des tissus n'est pas comprise dans les prix de vente proposés

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 31 janvier 1943.

P. SALICETI.

Approuvé par T. O. n° 112 S. E. C./C. P. en date du 15 février 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.

ARRETE N° 72 C. P. S. du 31 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur le contrôle et la taxation des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté local n° 369 A. E. du 7 juillet 1942 portant création au Togo d'un service du contrôle des prix et stocks;

Vu l'arrêté local n° 370 A. E. du 7 juillet 1942 portant création d'une commission des prix;

Vu l'arrêté général n° 2398 A. E. du 13 juillet 1942 concernant la publicité des prix, modifié par celui n° 4501 S./C.-C./P. du 22 décembre 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C./5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté général n° 4157 S. E. du 24 novembre 1942 appliquant à certains tissus et aux mouchoirs de tête de toutes sortes, confectionnés ou non, les opérations de péréquation prévues par l'arrêté n° 492 S. E. C. du 4 février 1942;

Vu les procès-verbaux de la commission des prix en date des 5, 16, et 19 janvier 1943;

Sous réserve de l'approbation du gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés ainsi qu'il suit les prix maxima de vente au détail qui seront inscrits aux carnets de relevé des prix des maisons intéressées et affichés dans leurs établissements de Lomé.

Dans tous les autres centres et lieux du territoire du Togo ces prix sont majorés du prix du transport décompté suivant les tarifs en vigueur sur le réseau du chemin de fer du Togo et dans les transports routiers.

Séance du 5 janvier 1943

DIAB NASSAR

	Frs.
Mouchoirs de poche — La pièce	10,—
Toile moustiquaire — Le yard	11,—
Pipes — La pièce	8,50
Foulards en soie — La pièce	50,—
Tissu fabriqué avec fils teints — Le yard	50,—
Drill blanc — Le yard	30,—
Drill khaki — Le yard	25,—

Séance du 16 janvier 1943

S. O. O. A.

	Frs.
Polissoir — La pièce	23,50
Brosse à ongle — La pièce	21,10
Brosse à habits — La pièce	39,—
Crème — Le pot	72,—
Rouge à lèvres — La pièce	83,—
Rechange pour rouge à lèvres — La pièce	41,—
Aiguilles phonographe — La boîte	4,40
Fard Fixia — La pièce	26,60
Quinaérine — Le tube	23,40
Dentifrice — Le tube	11,70
Sécalcur — La pièce	119,50
Stylo — La pièce	31,50
Aiguilles à coudre — Le mille	31,60
Aiguilles à machine — La grosse	125,50
Plumes — La boîte	48,50
Linibor — Le flacon	20,70
Crêpe chevreuse (lissus) — Le mètre	62,—
Epaulette — La pièce	31,75
Tissu rayonné — Le mètre	102,25
Tissu rayonné — Le mètre	62,75
Tissu rayonné — Le mètre	96,75
Arléol — Le flacon	34,50
Poudre de riz — La boîte	5,75
Vin Bourgogne MOILARD — La bouteille	57,50
Vin Bourgogne POMMARD — La bouteille	91,25
Vin Bourgogne MEURSAULT — La bouteille	91,25

Cie F. A. O.

Cartes géographiques — La pièce	19,50
Volumes assortis « TERENCZI » — La pièce	9,—
Volumes assortis « GRUND » — La pièce	18,75
Vin apéritif MALIK — Le litre nu	47,25
Vin de liqueur Type B — Le litre nu	55,50
Vin rouge — Le litre nu	12,65
Lair GUIGOZ — La boîte	54,50
Haricots verts — La boîte	28,25
Briquets No 433 — La pièce	400,—
Briquets No 435 A — La pièce	600,—
Briquets No 401 — La pièce	340,—
Briquets No 432 GL — La pièce	370,—
Briquets MECHAFEU — La pièce	120,—
Vin de liqueur du Domaine — Le litre nu	56,10
Carbonate de soude — Le kilogramme	4,75
Peinture métallique — Le kilogramme	30,—
Savon barbe palmolive — La pièce	8,25
Sucre coupé — Le kilogramme	14,20
Farine lactée — La boîte	19,50
Chaussures pour homme box noir — La paire	365,—
Rasoline No 4455 — Le pot	49,50
Rasoline No 4405 — Le tube	27,50
Savons à barbe Cad'Olive — La pièce	5,75
Magnésie SAN CELLORIN — La boîte	3,55
Sirap Roche — Le flacon	47,—

Pulmosérum — Le flacon	40,—
Sirap Rami — Le flacon	28,50
Sirap Valda — Le flacon	25,75
Lotion Clairvenu — Le flacon	20,—
Shampoings Gibbs — La boîte	7,25
Shampoings Sauba — La boîte	7,25
Verveine plantes d'or — La boîte	7,25
Bocks émail — La pièce	100,—

S. G. G. G.

Raccords — La pièce	7,20
Clé 8 trous — La pièce	6,50
Clé 4 trous — La pièce	3,70
Sacchoche — La pièce	22,20
Nagir 997 bis — Le flacon	6,90
Nagir 995 — Le flacon	2,60
Poudre Nogara — La boîte	3,25
Lame Raziny — La pièce	1,05
Indigo en grains — La pièce	7,15
Bleu Indigo — La boîte	27,55
Stylomines — La pièce	27,05
Stylomines — La pièce	6,75
Stylomines — La pièce	20,30
Stylo-plume — La pièce	108,25
Glace D. F. — La pièce	11,25
Glace cadre bois — La pièce	60,90
Lacets chaussures — La paire	6,45
Colle de bureau — Le flacon	6,50
Champagne IRROY — La bouteille	129,25
Paprika doux (condiments) — L'étui	6,55
Sel au céleri (condiments) — L'étui	6,55
Feuille laurier (condiments) — L'étui	6,55
Curry (condiments) — L'étui	6,55
Thys (condiments) — L'étui	6,55
Vieille France (condiments) — L'étui	8,10
Sel crevettes (condiments) — L'étui	8,10
Lotion No 110 — Le flacon	36,05
Eau de Cologne No 7 — Le flacon	42,55
Joli soir — Le flacon	12,20
Brillantine Dhaussyne — Le flacon	21,65
Cinzano — La bouteille	49,—
Coton hydrophile — Le paquet de 100 grammes	8,50
Brillantine liquide — Le flacon	12,30
Parfum de traite 70° — Le flacon	5,90

Séance du 19 janvier 1943

Cie F. A. O.

	Frs.
Ciment (Gumacaf) — La tonne	1.925,25

ART. 2. — La majoration de 5 francs par mètre de tissu, au titre de la caisse de péréquation des tissus, n'est pas comprise dans les prix de vente proposés.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 31 janvier 1943.

P. SALICETI.

Approuvé par T. O. n° 112 S. E. C./C. P. en date du 15 février 1943 du gouverneur général de l'A.O.F.

Cacao

ARRETE N° 79 A. E. du 4 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le T. O. n° 418 A. B. C. du 20 novembre 1942 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

Vu le T. O. C./439 S. E. P. du 25 novembre 1942 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

Vu la lettre du 1^{er} février 1943 du délégué du groupement professionnel du commerce colonial;

Sous réserve de l'approbation du gouverneur général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le rachat du cacao de la récolte 1942-1943 pourra être effectué, en plus de Lomé, dans les points de stockage suivants :

Subdivision de Palimé : Agou, Palimé, Elé;

Subdivision d'Atakpamé : Badou, Kougnohou.

Dans ces deux derniers centres la mesure concerne exclusivement et exceptionnellement les stocks de cacao de la campagne 1942-1943 achetés par la société indigène de prévoyance d'Atakpamé.

ART. 2. — Les rachats seront effectués dans ces centres dans les conditions fixées par le télégramme C./439 du 25 novembre 1942 susvisé du gouverneur général.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 février 1943.

P. SALICETI.

Approuvé par câblogramme n° 107 S. E./P. en date du 11 février 1943 du gouverneur général de l'A.O.F.

Enseignement

ARRETE N° 93 E. du 11 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 462 du 25 août 1941 portant organisation de l'école primaire supérieure de Lomé;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4, 5° de l'arrêté du 25 août 1941 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Si l'élève rejoint, avant la fin de sa troisième année, l'une des grandes écoles de l'A. O. F. indiquées à l'article premier, il est dispensé du reste du cycle d'études ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 février 1943.

P. SALICETI.

N° 103 E. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

15 février 1943. — Pour l'année scolaire 1943 le nombre et l'emplacement des écoles officielles du territoire sont fixés comme suit :

ECOLE PRIMAIRE SUPÉRIEURE (1)

Lomé 3 classes

COURS SUPÉRIEURS (3)

Lomé 1 classe
Atakpamé 1 classe
Sokodé 1 classe

ECOLES RÉGIONALES (7)

Lomé (garçons) 4 classes
Lomé (filles) 1 classe
Anécho 4 classes
Atakpamé 2 classes
Palimé 2 classes
Sokodé 2 classes
Mango 1 classe

ECOLES URBAINES (6)

Lomé 13 classes
Anécho 8 classes
Atakpamé 6 classes
Palimé 4 classes
Sokodé 4 classes
Mango 4 classes

ECOLES MÉNAGÈRES (2)

Lomé 4 classes
Anécho 4 classes

ECOLES DE VILLAGE (36)**Cercle de Lomé :**

Abobo, Gamé, Mission-Tové 1 classe par école.

Cercle d'Anécho :

Achépé, Aklakou, Amégnran, Zoola 1 classe par école.
Wogan 2 classes.

Cercle du Centre :

Kpessi, Okou, Végué, Amlamé, Nuatja, Anié 1 classe par école.
Dayes-Apéyémé, Dayes-Kakpa, Goudévé, Kpadafé, Kouma-Tokpli, Agou, Akata 1 classe par école.

Cercle de Sokodé :

Kabou, Guérin-Kouka, Parataou, Tchamba, Kouméa, Lama-Kara, Niamtougou, Djabatauré, Cambolé, Bafilo 1 classe par école.
Bassari 2 classes

Cercle de Mango :

Nakitendi-Laré, Kandé, Bidjenga, Dapango 1 classe par école.

N° 141 E. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du :

15 février 1943. — Les dates des vacances sont fixées ainsi qu'il suit pour l'année 1943 :

A — ECOLES ÉLÉMENTAIRES

Vacances du 1^{er} trimestre — 10 jours
Du 31 mai au 9 juin inclus.

Vacances du 2^e trimestre — 10 jours
Du 6 septembre inclus au 15 septembre inclus.

Grandes vacances — 2 mois
Du 25 décembre 1943 inclus au 24 février 1944 inclus.

B — ECOLES PRIMAIRES SUPÉRIEURES —

ECOLE EUROPÉENNE DE LOMÉ

Vacances du 2^e trimestre (année scolaire 1942-1943) —
10 jours

Du 22 avril inclus au 1^{er} mai inclus.

Grandes vacances — 2 mois

Du 12 juillet inclus au 11 septembre inclus.

Vacances du 1^{er} trimestre

(année scolaire 1943-1944)

Du 24 décembre inclus au 2 janvier 1944 inclus.

Les examens et concours du territoire auront lieu
aux dates ci-après :

Diplôme d'études primaires préparatoires

(Ecole européenne)

28 juin 1943.

Certificat d'enseignement primaire supérieur

5 juillet et jours suivants.

Concours d'entrée à l'école primaire supérieure
et au cours complémentaire Notre-Dame des Apôtres

31 août et jours suivants.

Certificat d'études primaires élémentaires

(Ecoles élémentaires)

8 novembre 1943.

N^o 124 E. — Par arrêté du commissaire de France
au Togo en date du :

23 février 1943. — Pour l'année scolaire 1943 le
nombre et l'emplacement des écoles privées du terri-
toire sont fixés comme suit :

A — MISSION CATHOLIQUE

COURS COMPLÉMENTAIRE (1)

Lomé (école Notre-Dame des Apôtres) . . . 1 classe

COURS SUPÉRIEUR (1)

Lomé (école Notre-Dame des Apôtres) . . . 1 classe

ECOLES RÉGIONALES (11)

Lomé (garçons)	6 classes
Lomé (filles)	2 classes
Tsévié	2 classes
Anécho (garçons)	2 classes
Anécho (filles)	1 classe
Togoville	1 classe
Atakpamé (garçons)	2 classes
Tomégbé (Atakpamé)	1 classe
Palimé (garçons)	2 classes
Palimé (filles)	1 classe
Agou	1 classe

ECOLES URBAINES (5)

Lomé (garçons)	21 classes
Tsévié	5 classes
Anécho (garçons)	5 classes
Atakpamé (garçons)	4 classes
Palimé (garçons)	8 classes

ECOLES MÉNAGÈRES (6)

Lomé	10 classes
Tsévié	1 classe
Anécho	4 classes
Wogan	1 classe
Atakpamé	2 classes
Palimé	3 classes

ECOLES DE VILLAGE (24)

Cercle de Lomé :

Avepozô	1 classe
Noépé	2 classes
Assahoun	2 classes
Agbeluwhé	1 classe

Cercle d'Anécho :

Togoville	2 classes
Porto-Séguro	2 classes
Wogan	2 classes
Tokpli	1 classe

Cercle du Centre :

Subdivision d'Atakpamé :

Agadji	2 classes
Ezimé	1 classe
Tomégbé	3 classes
Badou	2 classes
Temé-Odéré	1 classe
Kpedomé (Nuatja)	2 classes
Chra	1 classe

Subdivision de Palimé :

Woamé	1 classe
Kpimé	1 classe
Adéta	3 classes
Agou	2 classes

Cercle de Sokodé :

Yadé	2 classes
Alédjo	2 classes
Bangéli	1 classe

Cercle de Mango :

Boumbouaka	1 classe
Pana	1 classe

B — MISSION ÉVANGÉLIQUE

ECOLES RÉGIONALES (4)

Lomé	2 classes
Atakpamé	1 classe
Palimé	1 classe
Agou (internat d'enseignement ménager)	1 classe

ECOLES URBAINES (3)

Lomé	4 classes
Atakpamé	2 classes
Palimé	2 classes

ECOLES MÉNAGÈRES (2)

Lomé	2 classes
Agou (internat d'enseignement ménager)	2 classes

ECOLES DE VILLAGE (9)

Cercle de Lomé :

Tsévié	2 classes
Tsiviépé	2 classes

Cercle du Centre :

Subdivision d'Atakpamé :

Kitchibo	2 classes
Amou-Oblo	2 classes
Sodo	1 classe

Subdivision de Palimé :

Agou-Nyongbo	3 classes
Elé	2 classes

Cercle de Sokodé :

Landa	1 classe
Pya	2 classes

C — MISSION METHODISTE

ECOLE RÉGIONALE (1)

Anécho 1 classe

ECOLE URBAINE (1)

Anécho 2 classes

ECOLE DE VILLAGE (1)

Porto-Séguro 2 classes

Coton

ARRETE N° 96 A. E. du 13 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'avis favorable de la commission des prix en date du 11 février 1943;

Vu le T. O. 75 S. E. P. du 2 février 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix minima d'achat du coton aux producteurs sont fixés ainsi qu'il suit dans les différentes régions du territoire du Togo :

1^o — Variété améliorée :

Atakpamé (marché)	4.500
Atakpamé (marchés environnants)	4.350
Dadja	4.459
Gléi	4.436
Chra	4.414
Agbatitoé	4.398
Nuatja (marché)	4.379
Nuatja (marchés environnants Tététou exclus)	4.229
Tététou	4.145
Agbeluvhé	4.387
Tsévié (marché)	4.428
Tsévié (marchés environnants)	4.278
Anécho (marché)	4.414
Palimé (marché)	4.313
Palimé (marchés environnants)	4.163
Agou (marché)	4.333
Agou (marchés environnants)	4.183
Anié (marché)	4.439
Anié (marchés environnants Niamassila compris)	4.289
Palakoko	4.417
Kpessi	4.199
Moreta	4.133
Yébou-Yébou	4.121
Agbandi	4.115
Akaba	4.398
Pagala (marché)	4.352
Langabou	4.166
Blitta	4.326
Tchébébé	4.206
Tigbada	4.164
Djabatauré	4.128
Kaniambois	4.086
Ayengré	4.050
Aou-Colonabois	4.002
Yaré-Yaré	3.936
Lamatessi-Batchang	3.906
Kassena	3.882

Sokodé	3.81
Tchamba	3.60
Lama-Kara	3.37
Bassari	3.45

Par variété améliorée, il faut entendre les coton des qualités Budi amélioré, Sea Island et Rogno amélioré c'est-à-dire les cotons de toutes provenance du territoire à l'exception de ceux provenant de la région située à l'est du Mono.

2^o — Variété ordinaire ou indigène :

Tététou	3.64
Tohoun	3.55
Tado	3.45

Par variété ordinaire ou indigène, il faut entendre les cotons provenant de la région Est-Mono.

ART. 2. — La date d'ouverture de la campagne du coton est fixée au 15 février 1943 pour les cercles de Sokodé et de Mango et au 1^{er} mars 1943 pour tous les autres cercles du territoire.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 13 février 1943.

P. SALICETI.

Approuvé par T. O. n° 133 S. E. P. du 2 mars 1943 du gouverneur général de l'A. O. F.

Tabacs

ARRETE N° 97 A. E. du 13 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté n° 636 D. N. du 2 septembre 1939;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté du 10 novembre 1939;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2146 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de stocks et prix;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le T. O. n° 93 du 5 février 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les stocks de tabacs en feuilles ou en cotes, cigarettes, cigares et tabacs fabriqués autres, importés et dédouanés au territoire à la date du 1^{er} mars 1943 seront obligatoirement déclarés à cette date par leurs détenteurs.

Ces déclarations seront adressées au commissaire de France par l'intermédiaire des commandants de cercle et chefs de subdivision.

ART. 2. — Les infractions au présent arrêté sont passibles, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1939 complété le 12 janvier 1942, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 13 février 1943.

P. SALICETI.

Huile de palme

ARRETE N° 100 A. E. du 13 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies, promulguée au Togo par arrêté n° 317 du 6 juin 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. e. c./5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs conférés au gouverneur général par la loi du 14 mars 1942;

Vu le télégramme n° 103 du 10 février 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les stocks d'huile de palme existant au territoire à la date du présent arrêté devront faire l'objet d'une déclaration de la part de leurs détenteurs.

ART. 2. — Ces déclarations seront adressées dans les 24 heures aux commandants de cercle qui les transmettront sans délai au commissaire de France, accompagnées d'un procès-verbal de vérification établi par un agent qualifié.

ART. 3. — La vérification matérielle de ces stocks sera effectuée en tous lieux par les officiers de police judiciaire et les agents de la brigade de contrôle des prix et stocks. Aucune entrave ne peut être apportée à leur droit d'investigation.

ART. 4. — A partir de la date de publication de cet arrêté, et jusqu'à nouvel ordre, tout achat d'huile de palme est suspendu dans toute l'étendue du territoire.

ART. 5. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938, conformément aux termes de l'article 10 du décret du 2 mai 1939 complété le 12 janvier 1942.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 13 février 1943.

P. SALICETI.

ARRETE N° 120 A. E. du 20 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, et notamment l'article 2;

Vu l'avis favorable de la commission des prix en date du 18 février 1943;

Vu le T. O. 103 s. e. du 10 février 1943 du gouverneur général, haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix d'achat aux producteurs et aux intermédiaires, pour la campagne 1942-1943, sont fixés comme suit à partir de la date de publication du présent arrêté.

CENTRES D'ACHAT	PRIX aux intermédiaires	PRIX AUX PRODUCTEURS	
	DEMI-GROS (tonne)	la tonne	l'estagnon
HUILE DE PALME			
Lomé.	3.200	3.150	55
Agouévé.	3.171	3.025	53
Sangara.	3.163	3.017	57
Mission-Tové.	2.995	2.849	50
Noépé.	3.140	2.994	52
Tsévié.	3.127	2.981	52
Badja.	3.113	2.967	52
Anécho.	3.102	2.956	52
Assahoun.	3.089	2.943	52
Agbélouvhé.	3.069	2.923	51
Tovégan.	3.066	2.920	51
Nuatja.	3.009	2.863	50
Agou-gare.	2.996	2.850	50
Palimé.	2.968	2.822	49
Atakpamé.	2.883	2.737	48
Akoviépé.	3.006	2.860	50
Gapé.	2.954	2.808	49
Kévé.	3.096	2.950	52
Tabligbo.	2.635	2.489	44
Ahépe.	2.520	2.374	42
Kouvé.	2.520	2.374	42
Gboto.	2.558	2.412	42
Tchèkpo.	2.991	2.845	50
Vogan.	2.866	2.720	48
Afagnagan.	2.761	2.615	46
Agomé-Glozou.	2.635	2.289	44
Avévé.	2.799	2.653	48
Sévagan.	2.799	2.653	48
Agouégan.	2.981	2.835	50

ART. 2. — Les tarifs ci-dessus annulent ceux précédemment fixés par l'article 1^{er} de l'arrêté n° 708 A. E. du 15 février 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 20 février 1943.

P. SALICETI.

Produits et denrées de première nécessité**ARRETE N° 105 A. E. du 17 février 1943.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E. C./5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation;

Vu les T. O. n°s 471 S. E. C./5 et 77 S. E. C./4 des 5 décembre 1942 et 13 février 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire;

Attendu que le stockage prolongé du vinaigre détenu par les maisons de commerce risque d'en causer la détérioration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 est modifié comme suit :

PRODUITS BLOQUÉS	CONDITIONS DE VENTE RATIONNEMENT	UNITÉ de déclaration	OBSERVATIONS
Vinaigre	1 litre par personne et par mois	hectolitre	(B)

ART. 2. — La vente des conserves de fabrication locale, en marinade ou à l'huile, est soustraite de la réglementation prescrite par l'arrêté du 26 novembre 1942 susvisé.

La vente libre de ces produits est autorisée.

Ces produits seront rayés de la liste de déclaration mensuelle.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 février 1943.

P. SALICETI.

Gardes cercles**ARRETE N° 106 B. M. du 17 février 1943.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 467 du 15 août 1933 réorganisant la garde indigène;

Vu l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942 portant réorganisation du corps des gardes de cercles du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La répartition et les effectifs des gardes-cercles du Togo sont fixés ainsi qu'il suit pour l'année 1943 :

Subdivision de Mango, 25 gradés compris;
Subdivision de Sokodé, 25 gradés compris;
Subdivision de Lama-Kara, 10 gradés compris;
Subdivision de Bassari, 30 gradés compris;
Subdivision de Palimé, 19 gradés compris;
Subdivision d'Atakpamé, 44 gradés compris;
Subdivision de Lomé, 49 gradés compris;

Subdivision de Tsévié, 15 gradés compris;
Cercle d'Anécho, 38 gradés compris;
Dépôt de Lomé, 45 gradés compris.

ART. 2. — Par dérogation aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942 la composition du dépôt est fixée comme suit :

1 peloton à quatre groupes type groupe de F. V de l'armée.

Le commandement du peloton est exercé par un sous-officier européen ou, à défaut, par un adjudant indigène.

Chaque groupe est commandé par un brigadier chef.

Chaque 1/2 groupe est commandé par un brigadier

Les gardes du dépôt ne devront, en aucun cas, être détachés dans les services du cercle ou de la subdivision de Lomé.

ART. 3. — Le commandant des forces de police est chargé de l'application stricte des dispositions ci dessus.

ART. 4. — Le présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, entrera en vigueur pour compter du 1^{er} mars 1943.

Lomé, le 17 février 1943.

P. SALICETI.

Poste de douane**ARRETE N° 108 D. du 19 février 1943.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France, notamment l'article 118 de ce décret;

Vu l'arrêté n° 528 D. en date du 24 septembre 1942 fixant la nomenclature des bureaux et postes de douane, leurs heures d'ouverture et de fermeture ainsi que les opérations auxquelles ils sont ouverts;

Sur la proposition du chef du service des douanes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un poste de douane à Agbanakin (cercle d'Anécho) ouvert aux importations et aux exportations.

ART. 2. — Le tableau annexé à l'arrêté n° 528 D. en date du 24 septembre 1942 fixant la nomenclature des bureaux et postes de douane, leurs heures d'ouverture et de fermeture ainsi que les opérations auxquelles ils sont ouverts est complété comme suit :

NOMENCLATURE des bureaux et postes	HEURES D'OUVERTURE	ATTRIBUTION GÉNÉRALE	
		Importation	Exportation
Frontière Dahomey Agbanakin	6 ^h à 18 ^h	M I	M E

ART. 3. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté, applicable à compter du 1^{er} mars 1943, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 février 1943.

P. SALICETI.

Cautionnement**ARRETE** N° 109 A. P. A. du 19 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 10 septembre 1935 réglementant les conditions d'admission et de séjour des nationaux français et étrangers dans le territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté local n° 346 du 16 septembre 1936 est modifié ainsi qu'il suit :

Les sommes qu'en vue de leur rapatriement éventuel et par application du paragraphe 4 de l'article 1^{er} du décret du 10 septembre 1935 sont tenus de verser entre les mains des autorités des compagnies de transport, les français et les étrangers se rendant au Togo, sont fixées ainsi qu'il suit, selon la nationalité de l'émigrant :

	Fr.
Algérie	7.200
Amérique du Nord	12.000
Amérique du Sud	10.800
Angleterre	10.080
Arménie	11.520
Balkans (Albanie, Yougoslavie, Grèce, Roumanie, Bulgarie, Turquie)	11.280
Belgique	9.600
Chine, Inde, Japon, Indochine	15.600
Egypte	11.520
Espagne et Portugal	9.360
Europe Centrale (Allemagne, Pologne, Tchécoslovaquie, Autriche)	10.740
France	6.000
Hollande	10.080
Hongrie	10.800
Italie	10.080
Maroc	8.640
U. R. S. S., Pays Baltes	12.500
Syrie, Liban	11.520
Suisse	9.600
Scandinavie, (Suède, Norvège, Finlande, Danemark)	10.560
Tunisie	8.640

ART. 2. — Le chef du service de la sûreté et les commandants de cercle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 février 1943.

P. SALICETI.

Indemnités pour charges de famille**ARRETE** N° 113 F. du 19 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1928 modifiant le régime des indemnités pour charges de famille de personnel colonial et actes modificatifs subséquents notamment le décret du 25 juin 1942;

Vu l'arrêté général du 30 novembre 1942 relatif au régime des indemnités pour charges de famille auquel sont soumis les agents contractuels de l'A. O. F.;

Vu la lettre n° 31 F. du 9 janvier 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de France au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les agents contractuels assimilés à un cadre général, métropolitain, commun supérieur ou local européen et dont l'acte d'engagement stipule expressément l'attribution d'indemnités pour charges de famille bénéficieront des dispositions ci-après :

a) Agents contractuels d'origine européenne et assimilés : ces agents percevront l'indemnité pour charges de famille et l'indemnité de salaire unique aux taux et dans les conditions prévus pour les fonctionnaires appartenant aux cadres communs supérieurs de l'Afrique occidentale française et venus d'outre-mer;

b) Agents contractuels d'origine africaine : ces agents percevront l'indemnité pour charges de famille aux taux et dans les conditions fixés pour les fonctionnaires de même origine appartenant, soit aux cadres communs supérieurs de l'Afrique occidentale française, soit aux cadres secondaires, spéciaux ou locaux suivant que l'emploi qu'ils occupent est assimilé à un emploi d'un cadre de l'une ou l'autre catégorie.

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1942. Toutefois, à titre transitoire, son application ne pourra entraîner en aucun cas dans le courant de l'année 1942 une diminution des allocations actuelles perçues par les agents intéressés au titre des charges de famille.

Lomé, le 19 février 1943.

P. SALICETI.

ARRETE N° 115 F. du 19 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1928 modifiant le régime des indemnités pour charges de famille du personnel colonial et actes modificatifs subséquents notamment le décret du 25 juin 1942;

Vu l'arrêté général n° 3606 F. du 12 octobre 1942 relatif au régime des indemnités pour charges de famille des cadres communs supérieurs de l'A. O. F.;

Vu le télégramme n° 448 F./2 du 21 novembre 1942 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de France au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires appartenant aux cadres locaux européens du Togo et communs supérieurs de l'A. O. F., dépendants du territoire, et venus d'outre-mer, sont soumis au même régime que les fonctionnaires des cadres généraux en ce qui concerne les indemnités pour charges de famille.

Ces indemnités leur sont allouées aux mêmes taux et dans les mêmes conditions qu'aux fonctionnaires des cadres généraux.

Quant aux fonctionnaires d'origine africaine, citoyens, sujets ou protégés français servant au Togo dans les cadres français organisés par décrets, par arrêtés ministériels ou par arrêtés locaux, ils sont et resteront soumis au régime fixé par les textes spéciaux qui leur sont applicables.

ART. 2. — Les indemnités de charges de famille seront allouées aux fonctionnaires venus d'outre-mer, appartenant à des cadres locaux d'autres colonies et servant au Togo, dans les mêmes conditions qu'aux fonctionnaires des cadres locaux européens.

ART. 3. — Le présent arrêté est rendu applicable à partir du 1^{er} janvier 1942. Il sera publié au *Journal officiel* du Togo.

Lomé, le 19 février 1943.

P. SALICETI.

Supplément familial de traitement

ARRETE N° 114 F. du 19 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 réglementant la solde et les allocations accessoires du personnel des cadres coloniaux et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1933 fixant les conditions générales de recrutement, stage, avancement, discipline du personnel des cadres locaux européens du Togo à l'exception de celui des services civils;

Vu le décret n° 3126 du 5 novembre 1942 instituant un supplément familial de traitement en faveur des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret;

Vu l'ordonnance n° 35 en date du 6 décembre 1942 du haut-commissaire en l'Afrique française;

Vu l'arrêté général n° 4563 du 23 décembre 1942 fixant les modalités d'attribution de supplément familial pour le personnel en service en A. O. F.;

Vu l'arrêté n° 41 F. du 15 janvier 1943 instituant un supplément familial en faveur des fonctionnaires des cadres locaux européens du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires des cadres locaux européens du Togo et ceux des cadres communs supérieurs de l'A. O. F. en service au territoire bénéficieront du supplément familial de traitement lorsqu'ils sont originaires d'Europe dans les mêmes conditions que les fonctionnaires des cadres généraux.

ART. 2. — Le supplément familial de traitement est également attribué de la même façon aux fonctionnaires originaires d'Europe qui, appartenant à des cadres locaux d'autres colonies, servent temporairement en Afrique occidentale française.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} août 1942 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 février 1943.

P. SALICETI.

Péripleumonie bovine

N° 121 L. V. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

20 février 1943. — Sont déclarés infectés de péripleumonie les locaux, enclos et pâturages de Mango

dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

Les animaux suspects ou contaminés subiront la vaccination et ne devront quitter la zone déclarée infectée pendant une période de quarante jours.

Police

ARRETE N° 123 P. S. du 22 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 1916, sur les exhumations et transferts de restes mortels ainsi que tous actes modificatifs subséquents;

Vu les dispositions des arrêtés généraux nos 231, 232 et 233 du 30 janvier 1931 rendues applicables au territoire du Togo par arrêté local n° 186 du 8 avril 1931;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 759 du 27 décembre 1941 portant organisation des services de police générale au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 4, 8, 9 et 11 de l'arrêté n° 556 A. P. A. du 1^{er} octobre 1942, fixant les conditions de perceptions et de répartition des services payés et vacations du service de la police, sont modifiées ainsi qu'il suit :

Art. 4. — Les tarifs des services indemnisés de la police sont fixés comme suit pour une durée de 6 heures au plus :

	COMMISSAIRE DE POLICE	INSPECTEUR.	AGENTS
	Francs.	Francs	Francs
Services dans les établissements publics de spectacles (théâtre, concerts, bals, etc)	25,—	15,—	10,—
Supplément pour prolongation d'un service au delà de 6 heures sans relève, par heure ou fraction d'heure	10,—	7,—	5,—
Supplément pour tout service fait entre minuit 30 et 6 heures du matin, par heure ou fraction d'heure	16,—	10,—	5,—
Services pour réunions sportives en plein air	25,—	15,—	10,—
Autres services (sociétés, réunions privées, surveillances particulières)	25,—	20,—	12,—
Supplément pour prolongation d'un service au delà de 6 heures, sans relève, par heure ou fraction d'heure	16,—	12,—	8,—
Supplément pour tout service fait entre minuit 30 et 6 heures du matin, par heure ou fraction d'heure	16,—	12,—	8,—

Art. 8. — Vacations funéraires : Le minimum de la rétribution à allouer aux commissaires de police pour vacations funéraires est fixé à 50 francs.

Le reste sans changement.

Art. 9. — Il est alloué pour :

1 ^o — Assistance à la mise en bière d'un corps quand il y a lieu à transport hors de la localité, 1 vacation	Fr. 50
2 ^o — Assistance à l'exhumation d'un corps	50
3 ^o — Assistance à l'inhumation d'un corps venant de l'intérieur	50
4 ^o — Assistance à la mise en bière d'un corps destiné à être mis au dépositaire du cimetière ou dans un caveau provisoire	50
5 ^o — Assistance au départ d'un corps à transporter hors de la localité lorsque ce départ n'a pas lieu immédiatement après la mise en bière	50
6 ^o — Assistance à l'exhumation et à la réinhumation d'un corps dans le même cimetière	60
7 ^o — Assistance à l'exhumation d'un corps, à la translation et à sa réinhumation	70
8 ^o — Accompagnement de la limite de la commune ou de la gare au cimetière, d'un corps venant de l'extérieur	20
9 ^o — Accompagnement d'un corps, de la maison mortuaire ou du dépositaire à la limite de la commune ou aux quais maritimes en vue de l'embarquement	20
10 ^o — Assistance à l'exhumation et à la réinhumation dans le même cimetière de plusieurs corps d'un même caveau, 1 vacation pour le premier et 1/2 vacation pour chacun des autres 60 + 30 + 30 etc.	
11 ^o — Assistance à l'exhumation, à la translation et à la réinhumation dans un autre cimetière de la commune, de plusieurs corps d'un même caveau, 2 vacations pour le premier, 1/2 vacation pour chacun des autres 40 + 35 + 35 etc.	

Le reste sans changement.

Art. 11. — *Arrestation et conduite à bord des marins français et étrangers* : l'arrestation et la conduite à bord des marins français et étrangers, donnera lieu aux rémunérations suivantes :

Marins français	Fr. 50
Marins étrangers	75

ART. 2. — Le chef de la sûreté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1943.

Lomé, le 22 février 1943.

P. SALICETI.

Station de repos d'Alédjo

REGLEMENT concernant le fonctionnement de la station de repos d'Alédjo.

La station de repos d'Alédjo est gérée par la société indigène de prévoyance de Sokodé dans les conditions suivantes :

I

Dépenses

La S. I. P. reçoit du fonds commun des S. I. P. des avances trimestrielles pour faire face aux dépenses occasionnées par le fonctionnement de la station pour tout ce qui a trait au séjour des usagers soit le chauffage, l'éclairage, le ravitaillement en eau, le blanchissage, les salaires du personnel, à l'exception de la nourriture.

La comptabilité de l'emploi des avances est suivie sur le grand livre de la S. I. P. dans les formes ordinaires ainsi que sur un livre auxiliaire qui permet un contrôle aisé et un dépouillement rapide des opérations.

Chaque mois le président adresse au président du fonds commun des S. I. P. un état récapitulatif des dépenses effectuées avec indication du numéro, de la date et de l'objet des pièces de dépense.

La S. I. P. ne peut recevoir une nouvelle avance qu'après avoir fourni le compte d'emploi de l'avance précédente.

En outre la S. I. P. fait face aux dépenses d'entretien des locaux et du mobilier au moyen des recettes provenant des frais de séjour. (Voir chapitre suivant : recettes). Les dépenses figurent au compte spécial prévu ci-après.

II

Recettes

Les recettes sont constituées par les frais de séjour définis par l'article 7 de l'arrêté n° 70 du 31 janvier 1943.

Ces recettes sont destinées :

a) A faire face aux dépenses d'entretien du mobilier, du linge de maison, de la vaisselle, verrerie, argenterie et ustensiles divers ;

b) A couvrir les frais divers résultant des prestations fournies aux usagers par la S. I. P. telles qu'elles sont définies au chapitre dépenses, paragraphe 1^{er}, ci-dessus.

Les frais de séjour dus par les usagers sont versés à la S. I. P. à la fin même du séjour des intéressés sur état de sommes dues dressé par le secrétaire-trésorier de la S. I. P. de Sokodé, et signé par le président. Quittance en est donnée aux parties versantes.

Les recettes provenant de ces versements, et de ceux effectués par les budgets employeurs en ce qui concerne les fonctionnaires civils et militaires, sont constatées au grand livre de la S. I. P. de Sokodé dans les formes ordinaires et inscrites sur un livre auxiliaire.

En fin d'exercice, l'excédent éventuel de recettes sur les dépenses est versé au fonds commun. En cas de déficit, le compte est équilibré au moyen d'une subvention versée par le fonds commun.

En dehors des opérations prévues ci-dessus, un compte spécial est ouvert par la S. I. P. de Sokodé pour constater les recettes résultant des cessions consenties aux usagers pour la nourriture, non comprise dans les frais de séjour tel qu'il est prévu par l'article 7 (paragraphe 4) de l'arrêté du 31 janvier 1943.

Les frais de nourriture sont décomptés par le secrétaire-trésorier sur état fourni par le magasinier de la station en ce qui concerne les cessions, qui sont effectuées aux tarifs homologués par l'autorité locale.

Les recettes en résultant sont constatées de la même façon que pour les frais de séjour et inscrites en plus sur un second livre auxiliaire, prévu au chapitre dépenses, distinct du premier.

Lomé, le 22 février 1943.

Le gouverneur des colonies,
commissaire de France,

P. SALICETI.

N^o 170 F. — Par décision du commissaire de France au Togo en date du :

22 février 1943. — Les montants des frais de séjour à la station d'Alédjo, tels qu'ils sont prévus à l'article 7 de l'arrêté du 31 janvier 1943, sont fixés comme suit :

Adultes au-dessus de 15 ans : 25 francs par jour.

Enfants de 10 à 15 ans : 16 francs par jour.

Enfants au-dessous de 10 ans : 10 francs par jour.

En cas d'occupation en commun d'une même chambre par plusieurs personnes, il sera admis une réduction de 50% par personne sur les prix ci-dessus.

Par contre, en cas d'occupation d'une chambre par un enfant seul, quel que soit son âge, le tarif maximum de 25 francs sera appliqué.

Energie électrique

ERRATUM à la décision n^o 36 bis T. P. du 9 janvier 1943 fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 1^{er} semestre 1943.

Au lieu de :

B — Pour l'administration

1^o — Pour Lomé — prix du kwh-lumière : 8,18

Lire :

B — Pour l'administration

1^o — Pour Lomé — prix du kwh-lumière : 7,57

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Tableau d'avancement

Par arrêtés du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 9 février 1943, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1943 les agents des cadres ci-après :

PERSONNEL EUROPÉEN

ADMINISTRATEURS DES COLONIES

Pour le grade d'administrateur de 2^e classe :

M. René Ménard.

Pour le grade d'administrateur de 3^e classe :

M. François Demonio.

Pour le grade d'administrateur-adjoint de 2^e classe :

M. Jean Froelich.

M. Jean Meneau.

SERVICES CIVILS DES COLONIES

Personnel du Togo

Pour le grade d'adjoint principal de classe exceptionnelle :

M. Jean Maillet, adjoint principal de 1^{re} classe.

Pour le grade d'adjoint principal de 3^e classe :

M. Jean Le Glatin (1), adjoint de 1^{re} classe.

SERVICES TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES DE L'AGRICULTURE DES COLONIES

Pour le grade d'ingénieur en chef de 2^e classe :

M. Jean Mancion, ingénieur hors classe.

Pour le grade d'ingénieur de 1^{re} classe :

M. René Pierron, ingénieur de 2^e classe.

CADRE COMMUN SUPÉRIEUR DE LA POLICE

Pour inspecteur de 5^e classe :

M. Pierre Marty, inspecteur de 6^e classe.

PERSONNEL INDIGÈNE

CADRE DES VÉTÉRINAIRES AUXILIAIRES

Pour le grade de vétérinaire auxiliaire de 1^{re} classe :

M. Natam Boehm, vétérinaire auxiliaire de 2^e classe.

M. Paul Amegee, vétérinaire auxiliaire de 2^e classe.

Promotions

Par arrêtés du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, du 9 février 1943, sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1943, les agents des cadres ci-après :

PERSONNEL EUROPÉEN

ADMINISTRATEURS DES COLONIES (Promotions à titre provisoire)

Au grade d'administrateur de 2^e classe :
(Au choix)

M. René Ménard (4 tours au choix réservés).
A l'ancienneté : néant.

Au grade d'administrateur de 3^e classe :
(Au choix)

M. François Demonio (6 tours au choix réservés).
A l'ancienneté : néant.

Au grade d'administrateur-adjoint de 2^e classe :
(Au choix)

M. Jean Froelich (3 tours au choix réservés).
A l'ancienneté : néant.

M. Jean Meneau (3 tours au choix réservés).
A l'ancienneté : néant.

(1) Absent d'Afrique.

CADRE DES SERVICES CIVILS DES COLONIES
(Promotions à titre provisoire)

Personnel du Togo

Au grade d'adjoint principal de classe exceptionnelle :
M. Jean Maillot.

SERVICES TECHNIQUES ET SCIENTIFIQUES
DE L'AGRICULTURE DES COLONIES
(Promotions à titre provisoire)

Au grade d'ingénieur de 1^{re} classe :

M. René Pierron, ingénieur de 2^e classe.

PERSONNEL INDIGÈNE

CADRE DES VÉTÉRINAIRES AUXILIAIRES

Au grade de vétérinaire auxiliaire de 1^{re} classe :

M. Natam Boehm, 2^e tour choix, vétérinaire auxiliaire de 2^e classe.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL INDIGÈNE

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 98 p. du :

13 février 1943. — L'aide-médecin de 2^e classe du cadre local du Togo, Lawson Body Martin, est suspendu de ses fonctions pour compter du 17 janvier 1943, date à laquelle ce fonctionnaire a été mis à la disposition de la justice, sous l'inculpation de coups et blessures volontaires délit prévu par l'article 70 du décret du 27 avril 1941.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, Lawson Body Martin n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut dégagé de tous accessoires de solde.

Agents auxiliaires

Démission

Par décision n° 131 p. du :

11 février 1943. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} février 1943, la démission de son emploi offerte, pour raison de santé, par l'agent auxiliaire Bernard Gbedey.

Par décision n° 153 p. du :

17 février 1943. — Est acceptée, pour compter du 25 février 1943, la démission de son emploi offerte par M^{me} Dossevi Rose, monitrice auxiliaire de l'enseignement.

Par décision n° 166 p. du :

22 février 1943. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} février 1943, la démission de son emploi offerte, pour convenances personnelles, par l'agent auxiliaire Avlah Andréas.

Licenciement

Par décision n° 146 p. du :

16 février 1943. — Le chauffeur auxiliaire Yaovi Lazare, est licencié de son emploi pour compter du 6 février 1943, pour inaptitude physique dans les conditions prévues par l'article 13 du règlement du 8 décembre 1942.

Révocation

Par décision n° 147 p. du :

16 février 1943. — L'agent auxiliaire Edjossan Mésanvi, est révoqué de son emploi pour compter du 4 février 1943, pour absence irrégulière.

Gardes cercles

Retraites

Par arrêté n° 102 F. du :

15 février 1943. — Les gardes de cercle dont les noms suivent, rayés des contrôles des forces de police du territoire, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

à compter du 1^{er} août 1941 :

Tiédré Agoulou, garde de 1^{re} classe, N° Mle 731.

à compter du 1^{er} janvier 1942 :

Ballo, garde de 1^{re} classe, N° Mle 289.

à compter du 1^{er} juillet 1942 :

Gory Konalassangué, garde de 1^{re} classe N° Mle 954.

à compter du 1^{er} septembre 1942 :

Borma, adjutant, N° Mle 899.

DIVERS

Ecole professionnelle de Sokodé

Par décision n° 136 T. P. du :

13 février 1943. — L'élève de l'école régionale d'Anécho, Lawson Tési est rayé de la liste des candidats admis en 1^{re} année de l'école professionnelle de Sokodé suivant décision n° 888 T. P. du 22 décembre 1942.

L'élève Netchenawoe Comlan, de l'école régionale d'Anécho est agréé à l'école professionnelle de Sokodé en qualité d'élève de 1^{re} année.

Enseignement

Diplôme d'aptitude professionnelle

Par décision n° 164 E. du :

19 février 1943. — Les instituteurs dont les noms suivent :

Kouanvih Laurent, instituteur ordinaire de 2^e classe ;

Amédégna Richard, instituteur ordinaire de 2^e cl. ;

Vianou Benjamin, instituteur ordinaire de 1^{re} cl., sont déclarés admissibles aux épreuves orales et pratiques du diplôme d'aptitude professionnelle.

En cas d'échec, M. Kouanvih Laurent conserve le bénéfice de l'admissibilité pour la session suivante.

Géomètre ad'hoc

Par décision n° 150 T. P. du :

16 février 1943. — M. de Guise René, adjoint technique principal de 3^e classe des travaux publics de l'A. O. F., est désigné, comme géomètre ad'hoc, pour l'exécution des travaux de conservation foncière.

M. de Guise prêtera serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Livret d'allocations de retraite

Par arrêté n° 94 F. du :

12 février 1943. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 632 F. du 4 novembre 1942 autorisant la délivrance d'un duplicata du livret d'allocations de retraite n° 30 du 16 octobre 1941 au nom de M. Padonou Fritz, aide-médecin de 1^{re} classe en retraite.

Pensions

Par arrêté n° 118 F. du :

19 février 1943. — Sont accordées les pensions ci-après aux gardes de cercle dont les noms suivent admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

1^o — *A compter du 1^{er} août 1941*

Pension pour ancienneté de service au taux annuel de quatre cent vingt francs (420 frs.) au garde de 1^{re} classe Tiédre Agoulou, n° mle 731, né en 1889 à Agoulou, cercle de Sokodé, 25 ans 9 mois et 11 jours de services effectifs.

2^o — *A compter du 1^{er} janvier 1942*

Pension proportionnelle au taux annuel de trois cent cinquante francs (350 frs.) au garde de 1^{re} classe Ballo Fané, n° mle 289, né en 1899 à Hoto, cercle d'Athiémé, colonie du Dahomey, 18 ans 8 mois et 20 jours arrondis à 19 ans de services effectifs.

3^o — *A compter du 1^{er} juillet 1942*

Pension proportionnelle au taux annuel de trois cent vingt sept francs (327 frs.) au garde de 1^{re} classe Gory Konalassangué, n° mle 954, né vers 1898 à Landoga, cercle de Sansanné-Mango, 15 ans, 11 mois et 11 jours arrondis à 16 ans de services effectifs.

4^o — *A compter du 1^{er} septembre 1942*

Pension proportionnelle au taux annuel de cinq cent quatre vingt douze francs (592 frs.) à l'adjudant Borma, n° mle 899, né en 1894 à Siou, cercle de Sokodé, 24 ans 2 mois et 12 jours arrondis à 24 ans et 6 mois de services effectifs.

La dépense résultant du paiement de ces pensions est imputable au budget local du Togo.

Terrain domanial

Par arrêté n° 112 Dom. du :

19 février 1943. — Est attribué en toute propriété à M. Michel Komla Apaloo, commerçant propriétaire, demeurant à Palimé, cercle du Centre, un terrain domanial de la superficie de 2 ares 42 centiares, situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du centre et faisant l'objet du titre foncier n° 75 du territoire du Togo.

Véhicules automobiles

Par décision n° 169 T. P. du :

22 février 1943. — Est et demeure rapportée la décision n° 85 du 21 février 1940.

M. Barbé Edouard, ingénieur-adjoint de 3^e classe des T. P. C. est chargé :

1^o — De faire passer l'examen en vue de l'obtention du permis de conduire ;

2^o — D'assurer la réception des véhicules automobiles à Lomé.

M. Barbé devra préalablement prêter serment devant le tribunal de première instance de Lomé.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****DOMAINES**

**Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1229, déposée le vingt-huit janvier 1943 le sieur Sabino da Silveira, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère, d'une contenance totale de trois ares soixante-dix centiares (3 a 70 ca), situé à Lomé, cercle de Lomé et borné au nord par la rue Thompson, à l'est par terrain à N. Tamakloe, au sud par terrain à da Silveira et à l'ouest par terrain à Kpodar.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1230, déposée le vingt-huit janvier 1943 le sieur Augustin Sherbro Anthony, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de neuf ares quatre-vingt-cinq centiares (9 a 85 ca), situé à Lomé, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Anthony, à l'est par terrain au même Anthony, au sud par la rue Maroix et à l'ouest par la rue Galliéni.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1231, déposée le 5 février 1943 le sieur Assanoudé Agbagla, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Glidji, cercle d'Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, consistant en un terrain non bâti, en forme de trapèze irrégulier d'une contenance totale de trente hectares seize ares deux centiares (30 ha 16 a 02 ca), situé à Anamé, cercle d'Anécho et borné au nord et à l'est par terrain à Gbossou, au sud par terrain à Zigga et à l'ouest par terrains à Akakpovi et à Novi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1232, déposée le 20 février 1943 le sieur Gédéon Amouzou profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, cercle de Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier sur lequel est élevée une maison en briques, couverte de tôles, d'une contenance totale de trois ares quatre vingt-dix centiares (3 a 90 ca) situé à Lomé, rue de Bè, cercle de

Lomé et borné au nord par terrain à Quist, à l'est par terrain à Nouboukpo, au sud par la rue de Bè, et à l'ouest par la rue Jean-Bart.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.

UNITED AFRICA COMPANY-TOGO

Société anonyme au capital de 200.000 francs.

Siège social : **LOMÉ (TOGO)**

Convocation d'assemblée générale

M. M. les actionnaires de la société anonyme « UNITED AFRICA COMPANY-TOGO », société anonyme au capital de Deux cent mille francs, dont le siège social est à LOME (Togo), sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle, au siège social à LOME, le jeudi vingt-cinq mars mil neuf cent quarante trois, à huit heures.

L'ordre du jour est le suivant :

1° — Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1942;

2° — Approbation de la nomination provisoire d'un commissaire aux comptes;

3° — Nomination d'un commissaire aux comptes.

Le conseil d'administration.